

Depuis plus de 15 ans et de manière mensuelle, une étude sectorielle ou thématique est réalisée par nos équipes ISR en collaboration avec des partenaires associatifs. Vous trouverez ci-dessous les principaux éléments ressortis de l'analyse du mois de novembre 2022 sur le secteur des services de télécommunication.

Nombre d'entreprises du secteur analysées : 20

Taux de sélectivité effectif : 60%

Introduction

Les infrastructures de télécommunication jouent aujourd'hui un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie mondiale, avec en moyenne un **doublé du trafic tous les deux ans** (Orange, 2021). Ce besoin croissant en bande passante signifie aussi que ces technologies s'imposent comme des outils essentiels à la liberté d'expression et à l'accès à l'information. **L'accès aux services de télécommunications constitue donc un droit fondamental dans l'ère du digital.** Outre des problématiques d'accessibilité, le secteur des télécommunications est confronté à des enjeux liés à toute sa chaîne de valeur : de sa chaîne d'approvisionnement avec la fabrication des équipements de télécommunication, à la gestion de leur fin de vie.

Matrice de matérialité

Risques

- 1 Cyber-attaques
- 2 Pratiques anti-concurrentielles
- 3 Pollution électronique (terrestre et spatiale)
- 4 Catastrophes naturelles (interruption de service engendré par la dégradation des infrastructures)
- 5 Chaîne d'approvisionnement : relations géopolitiques, violation des droits humains, minerais de conflit
- 6 Consommation énergétique : data centers, infrastructures de réseaux
- 7 Impact des appareils sur la santé

Impact économique

Opportunités

- 1 Déploiement de la 5G et de la fibre
- 2 Demande accrue des usages numériques (ex : télétravail, Internet of Things)
- 3 Transformation numérique des entreprises (ex : usines 4.0, digitalisation)
- 4 Intelligence artificielle
- 5 Inclusion numérique (ex : plans nationaux)
- 6 Economie circulaire
- 7 Enjeux écologiques : capacité de contribuer à la décarbonation d'autres secteurs

PRINCIPAUX ENJEUX DU SECTEUR

Impact environnemental

- La pollution numérique englobe plusieurs réalités : les émissions de GES, la contamination chimique, l'érosion de la biodiversité et les déchets électroniques, mais le principal impact se situe au moment de la fabrication du matériel, et donc sur le scope 3 amont². A cela s'ajoute une fin de vie des appareils encore mal gérée, avec seulement 40% de déchets électroniques recyclés en 2017 dans l'UE (Eurostat).
- Les bienfaits de la 5G sont discutés. D'une part, prônée comme **élément clé de l'industrie 4.0.**, elle mènerait vers une **meilleure efficacité énergétique du réseau** et apporterait des **solutions de décarbonation aux autres secteurs**. D'autre part, son déploiement est dénoncé comme contribuant exponentiellement à la **pollution numérique**, car nécessitant de **nouvelles infrastructures** et poussant à une utilisation croissante du réseau avec de **nouveaux objets connectés**.

Impact sociétal

- Bien que **95%** de la population dispose d'une couverture au réseau mobile, seulement **63%** est connectée (ITU - Union internationale des télécommunications - 2021). Il s'agit ici d'une **fracture numérique** qui touche disproportionnellement les pays à faible revenu et les zones rurales. Cette fracture se creuse d'autant plus si l'on considère le fait qu'un accès effectif aux infrastructures de communication nécessite aussi des compétences numériques minimales. Or, d'après l'ITU (2021) **dans 30 des 77 pays pour lesquels des données sont disponibles, moins de 40% de la population possède des compétences informatiques de base** (ITU 2021).

¹ Le taux de sélectivité est défini en interne par Meeschaert AM selon une opinion (positive, neutre, négative du secteur) qui dépend des risques et opportunités identifiés par l'équipe ISR. Lorsque l'opinion est positive, l'objectif de sélectivité pour les entreprises du Stoxx600 présentes dans le secteur en question se porte à 70%. En opinion neutre, c'est 50% et en opinion négative 30%. ² Scope 3 amont : émissions de gaz à effet de serre provenant de la chaîne d'approvisionnement, des déplacements professionnels, etc. Scope 3 aval : émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation des produits et à la gestion de la fin de vie des produits.

- À l'autre extrémité du sujet, on observe une utilisation accrue des services de télécommunication et une **addiction aux écrans**. En effet, les mineurs seraient excessivement exposés aux écrans, de **6 heures par jour en moyenne pour les moins de 6 ans, jusqu'à 3 fois cela pour les 13 à 19 ans** (Ipsos 2022). Or, le temps d'écran a de nombreuses conséquences négatives, tant pour la santé et le bien-être de l'enfant, que pour le développement de son cerveau et ses capacités de concentration.

EXEMPLES DE VALEURS ISSUES DE LA BASE DE SÉLECTION ESG DE MEESCHAERT AM

Telia Company : opinion ESG positive

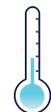
Telia est l'opérateur de télécommunication historique suédois faisant partie des leaders dans les pays nordiques et baltes.

Chiffres clés 2021

- 8,6 Mds d'euros de chiffre d'affaires
- Près de 20 000 collaborateurs

Niveau de controverse : 2*

Source : Sustainalytics



➤ Une gestion de l'impact environnemental et sociétal avancée

Telia a un engagement ambitieux de neutralité carbone d'ici 2030, soutenu par une consommation énergétique à 100% renouvelable et un objectif de zéro déchet dans ses opérations directes. Mais l'entreprise se démarque surtout par les initiatives mises en place pour réduire l'impact de son scope 3 amont. On retient notamment les mesures (Eco Rating, reconditionnement des équipements) réduisant l'empreinte des clients (8% des émissions GES de Telia), ainsi que son engagement auprès de ses fournisseurs (86% de ses émissions GES) pour les pousser à se fixer des objectifs de réduction validés scientifiquement. Actuellement, 27% des fournisseurs en termes d'émissions l'ont fait.

Engagé pour le climat, Telia aborde aussi les problématiques de l'accessibilité de ses services avec des tarifs sociaux et l'objectif d'augmenter la couverture de son réseau 5G à 90% d'ici 2030. Par ailleurs, ses initiatives d'inclusion digitale prennent en compte la fracture numérique en termes de compétences digitales : appareils adaptés aux populations vieillissantes, formation pour les réfugiés, soutien à 3 200 PME dans leur digitalisation en 2021.

Telefónica SA : opinion ESG négative

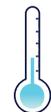
Telefonica SA, société espagnole de télécommunication, opère en Europe et en Amérique Latine.

Chiffres clés 2021

- 39,3 Mds d'euros de chiffre d'affaires (dont 11% réalisé en Espagne, 30% en Amérique Latine, 27% au Brésil)
- Près de 104 000 collaborateurs (dont 28% en Espagne, 30% en Amérique Latine, 33% au Brésil)

Niveau de controverse : 2*

Source : Sustainalytics



➤ Une gestion des violations des Droits de l'Homme douteuse

Telefónica est l'exemple d'une entreprise qui intègre bien en interne les enjeux écologiques et sociaux de son cœur d'activité, avec une stratégie de neutralité carbone définie et validée scientifiquement (alignée 1,5°C), une stratégie d'économie circulaire formalisée avec un suivi et des objectifs, ainsi qu'une politique sociale formalisée, mais elle est aussi l'exemple d'une société qui parallèlement présente des lacunes conséquentes.

En effet, l'entreprise a été critiquée récemment par l'Association de la Presse Interaméricaine (IAPA) pour son implication dans les violations des Droits de l'Homme au Venezuela. L'entreprise a affirmé que l'information fournie dans son rapport de transparence a été mal interprétée par la presse, les informations divulguées et fournies aux autorités publiques étaient des informations générales, anonymisées, ne visant aucun individu particulier. Bien que Telefónica aborde la problématique de la protection des données de ses clients, il reste une marge de progression pour légitimer ces affirmations puisque son système de gestion des données n'est pas certifié selon des normes internationales.

De plus, bien qu'une politique des Droits de l'Homme ait été formalisée, la joint-venture avec China Unicom, lancée en 2016 pour fournir des services de big data à des entreprises et institutions en Chine en utilisant la technologie « Smart Steps » de Telefónica, fait douter de la gestion de ces risques, d'autant plus que selon une enquête du New York Times, le logiciel de la joint-venture aurait été déployé dans la région du Xinjiang par les autorités pour surveiller les minorités Ouighours.

* Sur une échelle de 1 à 5, le niveau 1 étant le niveau le plus faible de controverse et 5 le plus élevé. Niveau de controverse établi par Sustainalytics

Ce document à caractère promotionnel exclusivement conçu à des fins d'information par Meeschaert AM n'a pas été élaboré conformément aux dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières. Il ne saurait donc être considéré comme un élément contractuel, un conseil en investissement, une recommandation de conclure une opération ou une offre de souscription. La société de gestion et ses collaborateurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur cet instrument avant diffusion de la présente communication. Les données chiffrées, commentaires y compris les opinions exprimées sur ce document sont le résultat des analyses de notre équipe ISR à un moment donné et ne préjugent en rien de résultats futurs. Sa remise à tout investisseur relève de la responsabilité de chaque distributeur. En tout état de cause, l'investisseur doit procéder, avant la conclusion de toute opération, à sa propre analyse et obtenir tout conseil professionnel qu'il juge nécessaire sur les risques et les caractéristiques du produit eu égard à son profil d'investisseur. Ces informations proviennent ou reposent sur des sources estimées fiables par Meeschaert AM tout en faisant mention explicite de l'existence de tout conflit d'intérêt éventuel. Toutefois, leur précision et leur exhaustivité ne sauraient être garanties par Meeschaert AM. Meeschaert AM décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des présentes informations générales. Toute reproduction ou diffusion, même partielle, de ce document est interdite.